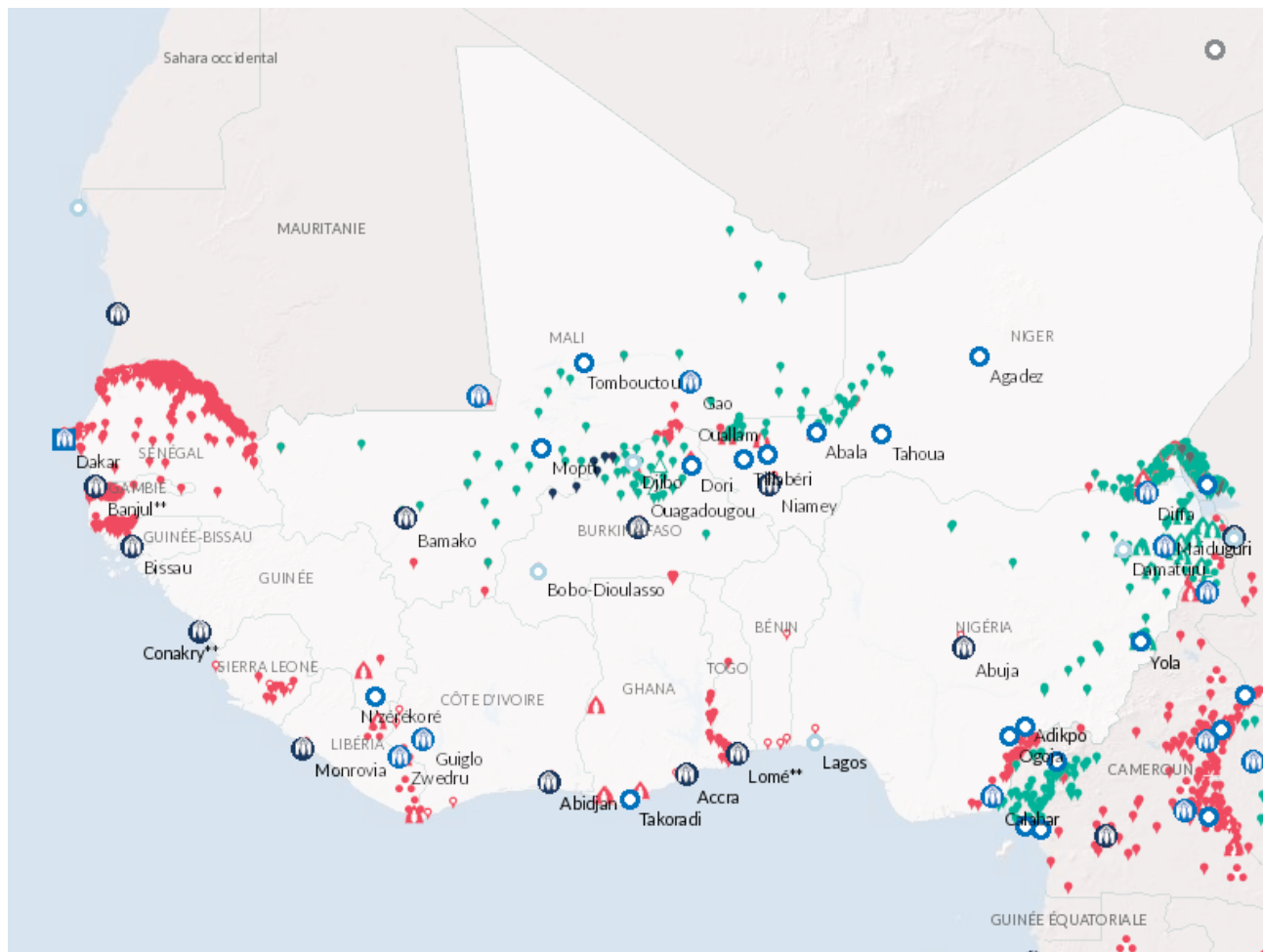
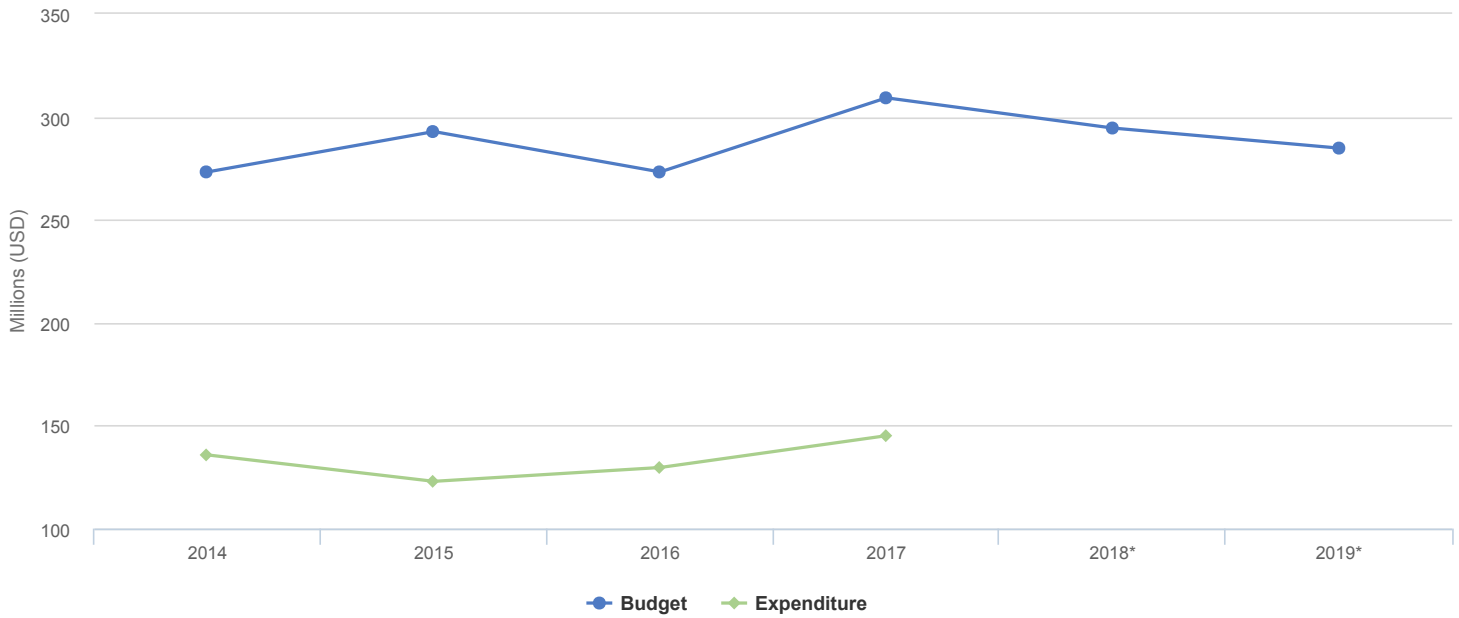


## Subregion: West Africa

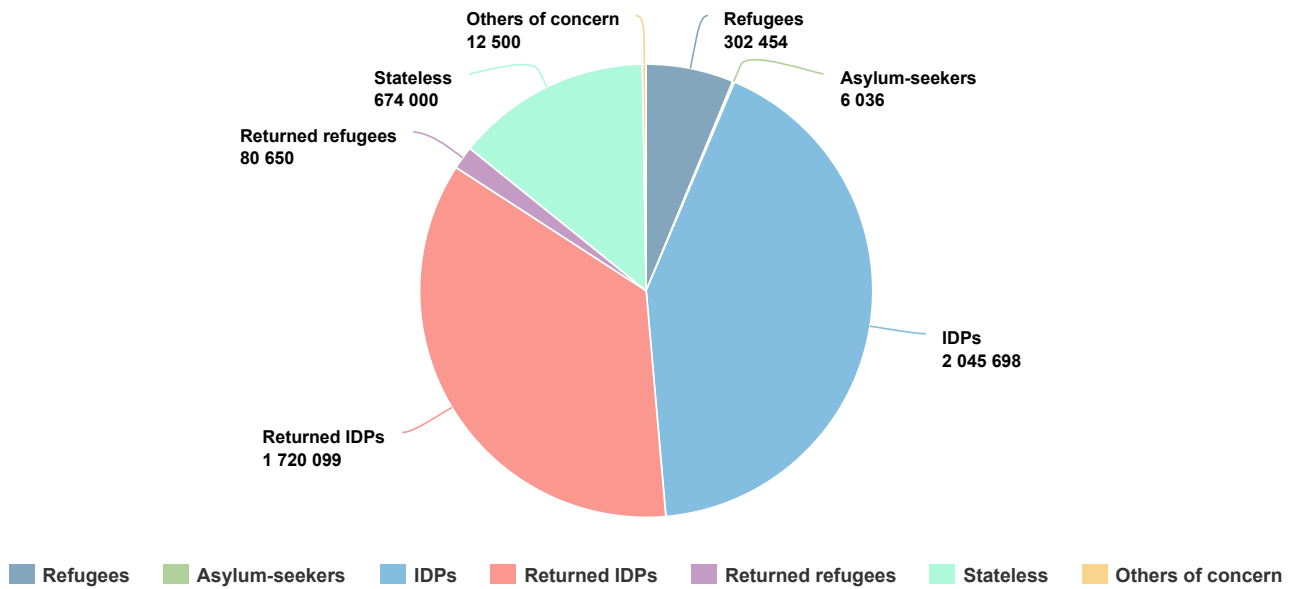
| Bénin | Burkina Faso | Cap Vert | Côte d'Ivoire | Gambie | Ghana | Guinée | Guinée-Bissau | Libéria | Mali | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Togo |



## Budgets and Expenditure in Subregion West Africa



## People of Concern - 2019 [projected]



## Environnement opérationnel

La violence ethnique, les conflits intra-étatiques et l'extrémisme continuent de produire des déplacements internes et en parallèle, des afflux de réfugiés à travers l'Afrique de l'Ouest. Les situations prolongées observées dans la sous-région s'ajoutent à la complexité de l'environnement opérationnel. En 2019, le HCR continuera d'adopter une approche régionale et d'appliquer une combinaison de stratégies pluriannuelles et de partenariats multiples pour la protection et la recherche de solutions, tout en consolidant et en mettant à profit les efforts précédemment déployés pour remédier aux situations de réfugiés prolongées.

Le conflit dans le bassin du lac Tchad reste la première cause de déplacements massifs et ininterrompus dans la région. Depuis janvier 2018, plus de 214 000 déplacements supplémentaires ont eu lieu à l'intérieur du seul Nigéria. À la fin du premier semestre, quelque 1 918 500 Nigériens étaient déplacés à l'intérieur de leur pays ; 238 100 s'étaient enfuis au Cameroun, près de 162 800 au Tchad et quelque 104 300 au Niger. Les conflits de plus en plus violents qui opposent de manière récurrente les éleveurs et les agriculteurs dans la région centrale du Nigéria, la « *Middle Belt* », produisent d'autres déplacements de populations et aggravent une situation déjà désastreuse. La montée des tensions entre les communautés des régions situées à proximité de la frontière du Burkina Faso et du Mali ainsi que de la frontière du Mali et du Niger entraîne également des déplacements ainsi que les opérations militaires du G5 Sahel et des armées nationales dans les mêmes secteurs. La situation dans ces régions frontalières reste complexe, instable et dangereuse en raison de la prolifération des groupes djihadistes. Les activités des insurgés ont généré un exode de réfugiés en provenance du Burkina Faso et du Mali, ainsi que des déplacements internes à l'intérieur du Niger. Les opérations contre-insurrectionnelles compliquent également les choses sur le court terme. Une évolution similaire se produit dans le nord du Cameroun. Le conflit en cours dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays a entraîné l'afflux de 26 000 réfugiés camerounais au Nigéria.

Un autre conflit ethnique opposant les Touaregs et les Peulhs au nord de la frontière malo-nigérienne a déplacé 42 300 personnes dans les régions de Tahoua et de Tillabéri.

En République centrafricaine, les activités des groupes armés continuent aussi d'alimenter l'insécurité et provoquent de nouveaux exodes de réfugiés centrafricains, principalement au Cameroun. En août 2018, on dénombrait 573 000 réfugiés centrafricains dans la sous-région, dont 261 200 au Cameroun. La République centrafricaine demeure l'un des premiers pays d'origine des réfugiés dans la région ; elle est suivie du Soudan, du Nigéria et du Mali. La situation malienne reste préoccupante : fin août 2018, près de 70 000 Maliens étaient déplacés à l'intérieur de leur pays et 139 800 étaient réfugiés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger.

Exception faite du Soudan, les tendances actuellement observées en matière de déplacements au Mali, au Nigéria et en République centrafricaine devraient persister en 2019. Néanmoins, des possibilités de retour s'offrent encore aux réfugiés soudanais, ivoiriens et ghanéens, aux réfugiés et aux déplacés internes centrafricains, ainsi qu'aux réfugiés togolais.

Plus de la moitié des déplacés internes de la sous-région ont besoin d'abris et de nourriture. Rien que du fait du conflit en cours dans le bassin du lac Tchad, plus de 5,3 millions de personnes, dont beaucoup de réfugiés et de déplacés internes, ont besoin d'une aide alimentaire vitale. Dans l'est du Nigéria, la malnutrition a atteint un niveau critique. En 2019, il sera indispensable d'accorder la priorité à l'appui aux moyens de subsistance pour assurer un accès durable des populations à l'alimentation et leur permettre de satisfaire leurs autres besoins essentiels. Comme la population déplacée est composée en grande partie d'enfants, dont beaucoup sont déscolarisés, le soutien nécessaire pour garantir l'accès à l'éducation figurera parmi les priorités. D'un bout à l'autre de la région, priorité sera également accordée à l'enregistrement des populations récemment déplacées, afin de permettre l'accès de ces populations à la protection et aux services. A cet égard, l'enregistrement individuel de tous les réfugiés, déplacés internes et réfugiés ou déplacés de retour sera une priorité opérationnelle; de même, le HCR veillera à ce que les personnes risquant de devenir apatrides soient identifiées et reçoivent des documents. En Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, l'identification des apatrides sera complétée par la fourniture d'informations sur les procédures d'acquisition de la nationalité. La fourniture de services de santé, d'alimentation en eau et d'assainissement restera également essentielle. Comme davantage de possibilités de retour restent ouvertes pour les réfugiés soudanais, ivoiriens, ghanéens et togolais, le HCR encouragera de manière proactive les retours volontaires et l'appui aux programmes de retour et de réintégration, en particulier au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Togo. Dans le même temps, l'organisation facilitera l'intégration locale des réfugiés qui ne veulent pas regagner leur pays.

En Afrique de l'Ouest, l'organisation continuera de travailler sous la supervision du bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre de réponses régionales. Une approche similaire sera adoptée pour les déplacés internes au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Mali et au Nigéria. Simultanément, le HCR poursuivra une stratégie pluriannuelle de protection et de recherche de solutions pour les réfugiés sénégalais en Gambie et en Guinée-Bissau, les réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali, les réfugiés ghanéens au Togo, les réfugiés togolais au Ghana et les réfugiés ivoiriens au Libéria. Le plaidoyer en faveur de l'intégration locale se poursuivra. Le HCR tirera également parti des progrès accomplis depuis 2015 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en matière de réduction des cas d'apatridie, tout en s'appuyant et en consolidant les résultats de la campagne *#Ibelong*, destinée à mettre fin à l'apatridie.

## 2019 Budget for West Africa | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Burkina Faso	26,857,898	436,361	0	3,000,000	30,294,259
Côte d'Ivoire	3,279,672	9,431,205	3,088,491	0	15,799,369
Ghana	7,158,992	0	0	0	7,158,992
Liberia	11,041,618	0	0	0	11,041,618
Mali	8,282,250	0	8,049,999	1,100,000	17,432,250
Niger	57,142,543	916,541	0	17,869,824	75,928,908
Nigeria	34,607,605	0	27,086,020	31,371,611	93,065,236
Senegal Regional Office	31,524,129	2,564,750	0	0	34,088,879
<b>Total</b>	<b>179,894,706</b>	<b>13,348,857</b>	<b>38,224,511</b>	<b>53,341,435</b>	<b>284,809,510</b>